

**Union européenne - Corée du Nord
: le Conseil renforce les sanctions de
l'UE conformément à la dernière
résolution du conseil de sécurité des
Nations unies - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 10 octobre 2017)

Le Conseil a encore renforcé ses mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en transposant les sanctions sectorielles imposées par la résolution 2375 (2017) du conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution a été adoptée le 11 septembre 2017 en réaction aux activités que mène la RPDC dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, en violation et au mépris flagrant des précédentes résolutions du conseil de sécurité des Nations unies.

La résolution 2375 (2017) du conseil de sécurité des Nations unies prévoit notamment une interdiction de vendre des liquides de gaz naturel à la RPDC ainsi qu'une interdiction d'importer des textiles de ce pays. Les nouvelles mesures comprennent également des limitations imposées à la vente de produits pétroliers raffinés et de pétrole brut à la RPDC.

En outre, les États membres ne fourniront pas de nouveaux permis de travail aux ressortissants de la RPDC les autorisant à entrer sur leur territoire et à y travailler, dans la mesure où ils sont soupçonnés de générer des revenus qui sont utilisés pour soutenir les programmes illégaux d'armes nucléaires et de missiles balistiques du pays.

Les actes adoptés par le Conseil transposent également les dérogations prévues par le conseil de sécurité des Nations unies à des fins humanitaires ou de subsistance.

Le Conseil avait déjà transposé, le 15 septembre, les listes supplémentaires découlant de la résolution du conseil de sécurité des Nations unies, qui ajoutent aux listes des personnes et entités faisant l'objet d'un gel des avoirs et d'une restriction des déplacements trois entités et une personne soutenant les programmes illicites. Le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies est de 63 personnes et 53 entités. En outre, 38 personnes et 4 entités ont été désignées de manière autonome par l'UE.

Comme convenu par les ministres des affaires étrangères de l'UE le 7 septembre à Tallinn, le Conseil examine actuellement des mesures supplémentaires que l'UE pourrait prendre de manière autonome afin de compléter et de renforcer les sanctions du conseil de sécurité des Nations unies.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a imposé de manière autonome des mesures restrictives à l'encontre de la RPDC qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes législatifs concernés seront publiés au Journal officiel le 10 octobre./.